



# L'école d'hier d'aujourd'hui, et de demain

## Et si c'était demain ?

L'Éducation nationale est en perpétuelle mutation et les parents d'élèves en sont des acteurs incontournables. Mais que sera le mode de fonctionnement de notre école dans 10, 20 ou 30 ans ?

**Imaginons-nous un instant être le 27 janvier 2042, et être plongés dans un article parlant du système scolaire...**

Comme nous avons tous pu le lire à la Une de « France-Soir Renaissance » le ministre de l'Éducation nationale, dans sa conclusion lors du XXII<sup>ème</sup> Congrès des chronobiologistes, a lancé une véritable bombe : le retour de la semaine de quatre jours serait envisagé ! Le Secrétaire d'état aux Parents d'élèves a dû sourire dans la salle, une des grandes causes qu'il défend a été prise en compte.

Depuis la grande réforme de l'enseignement de 2022, fruit d'un quinquennat de réflexions entre tous les partenaires de l'Éducation nationale, il n'y avait pas eu ou peu de changement, quelques ajustements seulement.

La privatisation des examens, la suppression de la représentativité des Associations de Parents d'élèves dans les divers conseils, l'alignement de l'année scolaire sur l'année civile, la semaine de cinq jours, la suppression du brevet des collèges, des divers baccalauréats remplacés par le contrôle continu et une attestation de compétences... Tous ces éléments, et d'autres encore avaient eu raison des multiples réformes rencontrées dans le passé.

Dans ce gigantesque chantier les associations de parents d'élèves avaient été sacrifiées : après les avoir désunies, opposées pendant plusieurs années, le gouvernement de l'époque n'a eu que de la facilité à les supprimer de toutes les commissions et conseils divers, leur rappelant qu'ils ne représentaient qu'à peine 15% des parents, que leurs voix étaient secondaires, sans poids ! Après s'être émus, rebiffés, révoltés, les parents n'ont pas

réussi à se relever rapidement de cet affront qui les replaçait au rang de géniteurs, pas à celui d'acteurs de l'éducation : leurs divisions, nombreuses depuis la multiplication des associations indépendantes, la politisation de certaines, le refus de s'allier au moindre parti, les moyens financiers volontairement divers n'ont pas permis la révolte nécessaire.

Ainsi les parents ont-ils pu constater au fur et à mesure de la mise en application de la Réforme la mise en place de tout ce qu'ils avaient toujours accepté, refusé ou demandé à débattre.

La suppression de la maternelle fut la première étape, rendant ainsi le coût des six premières années aux parents, dans des structures plus ou moins aménagées.

Vint ensuite l'école unique, fusion de la primaire et du collège, amenant les élèves jusqu'au fameux « Certificat de fin de scolarité » à l'âge de 16 ans, avec un niveau minimum exigé, passeport indispensable pour pouvoir continuer les études au lieu de se retrouver directement sur le marché du travail. Certes l'apprentissage est lissé sur 10 ans, liant les nécessaires niveaux de langues, de mathématiques, de français, mais au détriment d'une progression dans l'encadrement, fixant les enfants dès 6 ans avec des professeurs différents et changeant de salle de cours plusieurs fois par jour, quand ce n'est pas d'établissement. La Réforme a également prévu l'ajout de l'apprentissage des religions sans tenir compte des différences culturelles.

Le dossier le plus lourd fut celui du découpage de l'année scolaire. Pour soi-disant lier les aides, qui ont d'ailleurs disparues pour la plupart, aux années fiscales, l'année scolaire a commencé le 15 janvier dès 2025; rappelez-vous le désordre de l'année 2023/2024...

La succession de 6 ou 7 semaines scolaires puis 2 semaines de vacances fut adoptée ; les mois de juillet et août furent maintenus en vacances toutes zones, avec ouverture des établissements scolaires pendant les deux mois permettant





## De la maternelle au Baccalauréat (suite)

aux élèves de venir travailler pendant les journées où ils n'étaient pas au bord de la plage... D'ailleurs la valeur d'un mois de devoirs leur était donnée. Notons au passage que ce fut dès ce moment les seuls devoirs qu'avaient à faire les élèves, depuis l'application stricte de l'interdiction de travail scolaire à la maison.

L'année se termine enfin le 15 décembre, avec les résultats des examens connus.

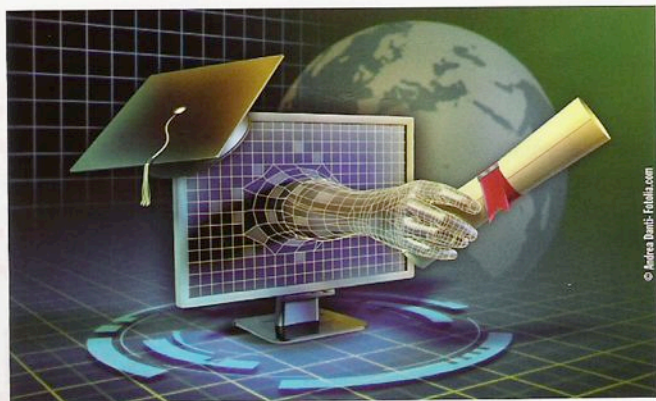
La semaine de travail, longtemps débattue au début du siècle entre 4, 4 et demi ou 5 jours, est passée définitivement à 5 jours dès 2023 : les cours ont lieu de 08h30 à 12h30, une pause méridienne de 1h pour tous les élèves et à partir de 13h30 une heure est consacrée aux devoirs et reprise des points incompris, et l'après-midi est consacrée aux activités manuelles et artistiques obligatoires : musique, sports, peinture, divers approfondissement religieux pour les élèves croyants, approfondissements d'autres sports ou arts pour les autres. Et cette journée se termine ainsi à 18h00.

Les examens tels que les ont connus nos parents ont disparus dès 2022. Si, comme à chaque réforme, les années de transitions ont amené quelques largesses des correcteurs, la privatisation de l'organisation a permis de dégager les professeurs et l'administration de l'organisation et du suivi, et de ne plus ainsi avoir des années scolaires se terminant pour certains niveaux dès début juin, à l'époque.

Les élèves subissent ainsi tout au long de l'année, de la deuxième à la neuvième année, des contrôles continus corrigés par des institutions privées. Pour le grand examen de la dixième année, les épreuves sont étalées sur la deuxième quinzaine de novembre pour permettre les résultats dès le début décembre et de prévoir les inscriptions en études supérieures.

Voilà d'ailleurs un système presque inchangé : si le baccalauréat a disparu, les diplômes supérieurs restent les mêmes qu'au siècle dernier.

Et les parents dans tout cela ?



Ils ont subi !

La suppression des devoirs (avec les cours restants en établissement) leur a enlevé le regard sur le niveau de leurs enfants.

Les bulletins de notes supprimés dès 2025 ont été remplacés par un avis de niveau atteint en fin d'année.

Les activités extrascolaires étant impossibles du fait des 5 journées de cours, ils ont perdu le choix des intervenants,

devant livrer leurs enfants pour les activités choisies aux personnels de l'Éducation nationale. Si ce dernier point a permis aux familles de faire des économies pour payer ces activités, il a détruit de nombreux emplois dans les communes.

Dès 2030 les parents ont commencé à réagir ; ils n'ont trouvé qu'une solution politique au règlement de cette situation, et ont créé le « Parti des Parents d'Elèves ».

D'année en année, ils sont montés dans les sondages et dans les responsabilités, obtenant dès la législature de 2037 une dizaine de sièges à l'Assemblée Nationale.

Les dernières élections les ayant placés comme arbitre, ils ont obtenu un secrétariat d'état auprès du Ministre, et ils peuvent enfin,

doucement, redevenir acteurs de l'Éducation de leurs enfants.

### Ceci n'est qu'une fiction !

Mais jusqu'à quel point ne pourrait-elle pas se réaliser ?

Lorsque nous voyons aujourd'hui trop peu de parents participer aux Associations, même voter aux élections, ceci ne peut-il pas nous faire craindre un avenir où seuls les décideurs géreront nos écoles, nos enfants ?

Restons mobilisés, tous ensemble, quelquefois avec nos différences, mais tous dans l'intérêt de nos enfants.

Terminons aujourd'hui par les mots que met le dessinateur Philippe GELUCK dans la bouche de son célèbre Chat (Extrait de l'album « Et vous, chat va ? ») :

« Il n'y a qu'un passé et il n'existe qu'un seul présent, par contre il y a une multitude de futurs, mais seul l'un d'eux se réalise. »

Yannick CARON